

La preuve par 5

lundi 21 mai 2018, par [Jean-Louis ERNIS](#)

Dans un pays où la libre expression s'exerce encore, - ce qui ne se confond pas avec la démocratie car si la démocratie existait en France, le rejet du TCE en 2005 exprimé clairement par le peuple français aurait été respecté - entre deux scrutins nationaux, la popularité du législateur et de l'exécutif se jauge, entre autres, au travers de deux éléments.

- Le premier, le plus utilisé s'appelle « les sondages »

Pour toutes sortes d'événements on sonde le peuple. Des organismes spécialisés dans la com. pullulent sur le marché et offrent leurs services. Beaucoup ont leur rond de serviette sur les plateaux de télévision.

Chacun sait que sonder le peuple et plus encore la « populace » est « un art »

Cet art s'exerce dans la rédaction du questionnaire, de manière à obtenir des réponses mettant en valeur le « maître d'ouvrage »

La réussite n'est pas toujours au rendez-vous car il ne faut pas trop éloigner le résultat de la consultation du ressenti populaire, au risque de décrédibiliser l'organisme.

- Le second, nettement plus fiable, s'appelle les élections partielles.

Elles concernent, la plupart du temps, des législatives invalidées.

A ce jour, des législatives de juin 2017 cinq résultats ont été invalidés dans le Val d'Oise, le Territoire de Belfort, la Guyane, la Haute-Garonne et le Loiret. Les scrutins de rattrapage se sont déroulés du 28 janvier au 18 mars.

Six à sept mois après l'installation au pouvoir de la macronie ces élections tombaient à pic.

Jean-Luc Mélenchon voyait dans cette sorte de 3ème manche l'occasion de s'enraciner dans le rôle du premier opposant au pouvoir jupitérien et de grossir les rangs parlementaires de LFI.

Les sujets de révolte ne manquaient pas :

- ordonnances travail faisant exploser le code du travail et la protection majeure dite du principe de faveur,

- vote du budget où les retraités sont « passés à la caisse » et les supers riches exonérés de taxes et impôts divers

- ponction de cinq euros mensuels sur les allocations logement etc... etc....

Au soir du 25 mars 2018 - deuxième tour des élections du Loiret - clôturant la série des 5 partielles, on ne peut pas dire que les pronostics de Mélenchon aient rencontré une quelconque réalisation.

Au final, aucun candidat LFI n'a été élu, seul le candidat de Guyane a accédé au 2ème tour !

La mise a été raflée par LR/UDI avec 3 élus (Val d'Oise - Territoire de Belfort - Loiret), LREM/MoDem 1 élu (Guyane) Même le PS a fait mieux que LFI, voyant son candidat élu en Haute-Garonne.

En voix, sur 328.804 inscrits et 90.798 exprimés, LREM capitalise 24.352 voix, LR/UDI 18.825 voix, le PS 13.699 voix et LFI 12.962 voix.

Voilà des éléments factuels qui devraient conduire les leaders de La France insoumise à s'interroger sur les raisons d'un si maigre résultat.

Pourquoi cette déconvenue partant d'un premier tour de la présidentielle à 19,58 %, passant par des législatives à 11 % pour enregistrer 14,27 % sur cinq partielles compilées ?

- Est-ce le programme qui rebute l'électorat de gauche ? Certainement pas puisqu'il s'agit toujours de « l'Avenir en commun »

- Est-ce le comportement des députés (es) de La France insoumise ? Certainement pas.

Alors, que se passe t-il ?

A mon sens, deux éléments sont à considérer.

Le premier concerne la place, le rôle et la manière de communiquer de Mélenchon au sein de « La France insoumise »

JLM rejette la forme parti pour LFI et refuse l'organisation « hiérarchique » mais est toujours personnellement aux avant-postes dans les médias !

En expression publique, JLM est capable du meilleur comme du pire.

Le meilleur il l'a démontré le 27 mars dans l'hémicycle de l'Assemblée Nationale en rendant un vibrant hommage au militaire Arnaud Beltrame, lâchement assassiné par un fanatique religieux.

Mais, son ADN est aussi constitué de violences verbales quels que soient le média et le journaliste qui le questionne.

Même sur son Blog, il ne peut se retenir, celui daté du 2 mai en atteste.

Il fait un long récit de sa présence dans les tribunes du Stade Vélodrome de Marseille pour le match de coupe d'Europe Marseille/Salzburg.

Après avoir précisé qu'il avait une place réservée dans le tribune présidentielle et confessé, je cite « Toutefois, je m'ébahis du nombre de commentaires que ma présence a pu produire » - narcissisme ou mégalomanie, à chacun son avis - les propos du député de la 4ème circonscription des Bouches-du-Rhône inclinent clairement vers la violence.

Pour cela il exhume une vieille affaire et déclare « Bien sûr, comme tout le monde, je hais le Bayern de Munich et je garde secrètement une image de Schumacher à qui je plante des aiguilles avant chaque match où une équipe française est obligée de jouer contre ce club »

JLM fait référence au match France-Allemagne de 1982 où le gardien allemand Harald Schumacher s'était livré à une odieuse agression sur le joueur français Patrick Battiston laissant celui-ci comme mort sur le terrain.

C'est bien évidemment des images qui choquèrent le monde du foot et bien au-delà, mais 36 ans après déclarer « haïr le Bayern de Munich » relève plus d'une conversation de bistrot que venant d'un parlementaire espérant un jour présider la République française.

En quoi les joueurs et les dirigeants actuels du Bayern seraient-ils responsables d'un tel acte ?

Mais dans le chapitre consacré au foot, la violence ne s'arrête pas là.

Puisqu'il s'agissait du match aller, JLM avait bon espoir d'une qualification au deuxième tour. Il ne manquait pas d'arguments précisant « ... après que l'OM aura torché ce qui reste d'Autrichiens après le

premier essorage au Vélodrome »

Pour écrire de telles inepties, à quoi pensait JLM ? Aux récentes élections qui ont vu l'extrême droite arriver au pouvoir en Autriche ? A t-il au moins vu que certains joueurs de l'équipe de Salzbourg ne sont pas d'origine autrichienne ?

Le second élément tient en l'absence physique et intellectuelle de La France insoumise sur le terrain.

Les semaines passent, les mois s'accumulent et toujours aucune expression sur les dossiers locaux.

Dans le département que je connais le mieux, la majorité départementale composée de LR, de l'UDI, du MoDem, de LREM et d'une partie du PS a sous la présidence de Sébastien Lecornu, aujourd'hui Secrétaire d'État, décidé de fermer deux collèges.

Les parents d'élèves, les enseignants, des citoyens lambda et des élus (es) ont manifesté à plusieurs reprises, mais hélas pas un mot de LFI.

A l'Ouest du département, l'Agence Régionale de Santé a décidé de fermer la maternité de l'hôpital qui a pourtant réalisé en 2017 plus de 400 accouchements et plus de 130 IVG entre autres.

Le 21 avril, le syndicat FO de l'Etablissement public appelait à manifester.

Mille cinq cent à deux mille personnes avaient répondu présentes et arpentèrent les rues de la ville.

Où était La France insoumise ?

Que pense t-elle de cette fermeture ?

Nul ne le sait, car elle est totalement inexistante pour faire face à ce drame.

Dans ce secteur géographique, l'ancien Président du département, avant d'entrer au Gouvernement, a jeté en pâture l'idée de créer une « cité scolaire » rassemblant sous le même toit et la même Direction des écoles primaires et le collège local.

Ce type d'établissement scolaire n'existant nulle part en France, excepté peut-être en Ardèche, risque de porter atteinte au statut des Enseignants en créant un précédent fâcheux. Il eut été heureux que LFI se positionne sur ce dossier.

Et là encore, rien, pas une présence, pas un mot !

Et pourtant, n'est-ce pas l'égalité républicaine qui est, une fois de plus, menacée ?

Avec cette absence chronique sur le terrain, comment espérer que le peuple de gauche dans son ensemble, sur la totalité du territoire, s'empare de l'Avenir en Commun, pour le moment venu, en assumer l'application et surtout en assurer la défense face au libéralisme qui ne manquerait pas de résister ?

Le titre choisi « La preuve par 5 » sous-entend bien évidemment donner un avis sur la manif du 5 mai.

Après les déboires de Mélenchon buttant sur un refus constant des confédérations syndicales d'organiser des manif politico-syndicales, le pis-aller advint avec le député de LFI François Ruffin, l'un des leaders de Nuit Debout de 2016. Il prit en charge la manif estampillée « La fête à Macron » ou encore « Pot au feu »

Au cours des jours précédant le 5 mai, il fut curieux de constater les hésitations s'agissant des organisateurs. Un jour, LFI était à l'origine de cette manif festive, un autre, LFI se contentait d'apporter les forces dont elle dispose.

Au début de l'après-midi du 5, les organisateurs annonçaient 160.000 personnes, la Préfecture et un organisme qualifié « d'indépendant » rabattaient le chiffre à 40.000.

Et après !

Même si la période actuelle n'est pas propice aux mouvements de foule, on ne peut qualifier d'exploit ce rassemblement surtout quand on évite des mots d'ordre précis : « Pour la 6ème République » ou « Pour l'éco-socialisme » ou encore « Pour l'économie de la mer »

« La fête à Macron » était plutôt de type attrape-tout.

Mais alors une manif, pour quoi faire ? Organiser une marée humaine ? Pour aller où ?

Jean-Luc Mélenchon devrait mettre à profit sa grande culture générale et politique en particulier.

Puisque nous sommes dans l'année du cinquantenaire des événements de 1968, il devrait se rappeler qu'après le vacillement du gouvernement, De Gaulle décida de dissoudre l'Assemblée Nationale. Le résultat du scrutin qui s'en suivit lui donna une majorité encore plus confortable !

Preuve du désarroi de la population en proie au doute dans une période charnière résultant de la lâcheté de l'opposition incapable de prendre ses responsabilités et d'un peuple inculte politiquement.

Quant au refus des confédérations syndicales de faire front commun avec LFI, comment leur donner tort, même si leurs dirigeants ne sont pas exempts de critiques ?

Dans une République digne de ce nom, pour préserver l'équilibre des intérêts, il est important de ne pas confondre la gestion de l'intérêt général avec la prise en compte des intérêts particuliers.

Le travail peut être parallèle mais pas commun.

JLM devrait se souvenir qu'en 1936, sans la grève générale déclenchée par les confédérations ouvrières en juin, il n'est pas certain que le Front Populaire aurait voté le principe des congés payés et les 40 heures.

Autre exemple, l'Union de la Gauche de Mitterrand.

La situation ouvrière serait vraisemblablement pire encore aujourd'hui si toutes les confédérations syndicales avaient accompagné le tournant de la rigueur de 1983 comme le fit la CFDT. En République, il est impératif de respecter le rôle de chacun.

Conclure cette analyse en rendant responsable uniquement Jean-Luc Mélenchon et La France insoumise d'une inadaptation des moyens de résistance face au rouleau compresseur du néolibéralisme serait bien évidemment critiquable.

On ne parlera pas des socialistes qui, depuis 1983, sont embourbés dans l'antagonisme du social libéral.

De la situation d'aujourd'hui, on ne peut exonérer le mouvement syndical dans son ensemble.

En fréquentant de trop près les structures européistes, toutes les confédérations françaises se sont brûlées les ailes.

Le mouvement syndical se comporte aujourd'hui comme au temps des « trente glorieuses »

A cette époque, l'objectif était de construire et d'améliorer les protections sociales et d'augmenter le pouvoir d'achat. Aujourd'hui, la problématique s'est inversée, il s'agit de préserver les acquis (Sécu - Assurance chômage - Retraites complémentaires etc.) et l'existence pure et simple du salaire, c'est à dire de l'emploi pour chacun.

Les accords d'entreprises dont on nous rebat les oreilles sont en réalité signés sur le « reculoir »

Quel progrès !

La sacro-sainte compétitivité fait des ravages. Au nom de l'indispensable réforme, on paupérise la population salariée et on la rend corvéable à merci.

L'erreur du mouvement syndical c'est d'avoir entretenu l'idée de séparer l'individu sur son lieu de travail du consommateur dans la cité.

Sans s'en rendre compte, le second mène une véritable guerre au premier.

Or cela ne devrait être qu'une seule et même personne, un citoyen responsable. C'est le fond du problème que Jean-Luc Mélenchon et La France insoumise doivent prendre en compte s'ils veulent jouer un rôle primordial dans le monde d'aujourd'hui.

Pour ce faire, pas besoin de réinventer l'eau chaude, s'inspirer des réflexions et des pratiques anciennes adaptées au monde d'aujourd'hui n'a rien de déshonorant.

Il est un homme, syndicaliste et politique, qu'il serait bon de se remémorer et de s'inspirer.

Les idées de Fernand Pelloutier n'ont pas pris une ride.

Né en 1867, décédé prématurément en 1901, il fut un compagnon de route de Jules Guesdes et de Aristide Briand, ce qui ne devrait pas rendre indifférent le camarade Mélenchon.

Pelloutier a eu cette lucidité et ce courage d'analyser le comportement de l'ouvrier et d'en tirer une conclusion qui figure au Panthéon de l'histoire ouvrière.

Pour Pelloutier, « le drame de l'ouvrier c'est d'ignorer la science de son malheur »

Tout est dit dans cette phrase qui reste cruellement d'actualité.

L'objet n'est pas de culpabiliser le monde du travail, celui-ci affronte depuis plusieurs décennies des défis économiques et donc sociaux de très grande ampleur, mais de faire preuve de lucidité et d'honnêteté intellectuelle.

Pelloutier et Briand avaient lancé l'idée des Bourses du Travail. Celles-ci virent le jour progressivement et jouèrent un rôle primordial pour la solidarité du monde ouvrier.

Au coeur de ces structures, l'émancipation fut le maître mot.

L'objet de ma proposition n'est pas de s'immiscer politiquement dans la vie des Bourses du Travail mais de s'inspirer de cette construction pour redonner confiance à cette masse d'individus qui rejette « les élites » au point de ne plus aller voter mettant en danger la République.

Le lieu idéal, pour leur permettre de retrouver confiance en la politique par la pratique d'actions concrètes, reste les exécutifs locaux (communes - intercommunalités - départements - régions)

Progressivement, les individus qui ont perdu confiance dans le collectif retrouveraient les bienfaits de l'intérêt général pour la résurgence d'une République sociale et laïque.

Je le rappelle, le droit français permet encore un contrôle citoyen des exécutifs (droit d'association - communication des délibérations - saisine de la Justice ...)

Saisissons cette opportunité : à chaque exécutif un contrôle citoyen parfaitement libre.

Ainsi, trois objectifs seraient poursuivis :

1 - Ne pas laisser les exécutifs locaux faire n'importe quoi

2 - Former un grand nombre de citoyens au contact de la gestion du collectif

3 - Proposer ainsi au peuple les moyens d'accéder à l'émancipation

Corrélativement, la construction d'un Etat au service du plus grand nombre s'installerait.

Bien évidemment la manifestation de rues est un droit mais, la plupart du temps, elle est sans lendemain. Pire encore, à certaines occasions, elle procure l'effet inverse à celui espéré et en tous les cas elle ne donne pas la clé du problème.

A chacun son choix,

Le folklore de la manif « saucisses frites » ou

La mise en place d'un plan d'émancipation du peuple.